

Les femmes et les révolutions arabes : des changements contre vents et marées

Randa Achmawi

Journaliste et commentatrice égyptienne, Londres

Nul ne peut remettre en question, aujourd'hui, le degré et l'importance de la participation des femmes au processus des changements survenus en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, appelé au départ printemps arabe, puis par la suite « l'éveil arabe ». Les femmes ont osé défier les tabous et les mentalités conservatrices en descendant dans les rues pour manifester et se battre contre la corruption et la tyrannie des régimes autoritaires. Que ce soit en Tunisie, en Égypte, au Bahreïn ou au Yémen, elles ont été présentes tout le long du chemin, se faisant remarquer sur tous les plans. Elles ont rempli tous les espaces et il était difficile d'ignorer leur présence. Les jeunes ont aussi, de cette manière, osé défier les mœurs arabes selon lesquelles une jeune fille ne doit pas passer une nuit loin de sa famille en osant passer des nuits entières campées sur les lieux de manifestations. *« Mes parents ont essayé de m'enfermer à la maison pour éviter que je prenne part aux manifestations, mais ils n'y sont pas parvenus. Il fallait absolument que j'y prenne part »*. Cette phrase a été récurrente dans les propos des filles interviewées, que ce soit en Tunisie, en Égypte, au Bahreïn, au Yémen ou ailleurs. Yasmin Galal une jeune de 24 ans ayant participé aux manifestations de la place Tahrir pendant les 18 jours qui ont précédé le départ de Moubarak raconte avec fierté qu'elles n'ont pas quitté un seul instant la scène où les confrontations avec les forces de l'ordre ont eu lieu. Même au moment où les accrochages ont été les plus violents. *« Nous sommes restées sur place autant que les manifestants du sexe masculin. Il est vrai qu'aux moments des affrontements ils allaient sur les fronts pour se battre, alors que nous restions plus à l'arrière. Mais il y a eu aussi de nombreuses*

jeunes filles qui ont osé aller les rejoindre lorsqu'ils se battaient contre les forces de la police. »

D'autres femmes présentes à Tahrir n'ont pas, elles, été épargnées par la violence des forces de l'ordre, comme cela a été le cas de Mona Prince, une écrivaine de fiction et professeure à l'université. Elle raconte avoir été jetée par terre par un policier et avoir reçu de nombreux coups de pieds dans le ventre. *« N'étant pas satisfait de me voir presque évanouie, il a veillé à mettre sa botte sur mon visage, pressant ma tête sur le sol, et a commencé à m'insulter »*. Activiste jusqu'à la moelle, Mona a aussi été l'une des femmes qui, tout comme Bouthaina Kamel, a manifesté l'intention de devenir candidate à la présidence de l'Égypte. *« Je sais bien que je n'ai pas de grandes chances de devenir présidente. Mais, en faisant cela, je compte promouvoir une sorte de prise de conscience de la nature paternaliste et discriminatoire de notre société, ainsi que des problèmes auxquels la femme fait face. »* Malheureusement, ni Mona Prince ni Bouthaina Kamel n'ont réussi à obtenir les 30 000 signatures d'électeurs ou électrices nécessaires pour présenter leur candidature.

Que soit en Afrique du Nord, dans les pays du Golf, au Yémen ou ailleurs, elles ont su prouver au monde et à leurs compatriotes hommes qu'elles ne seraient pas absentes de cette page de l'histoire de la région, et qu'elles sont bien décidées à devenir partie prenante de la construction du processus démocratique. Lors de ce premier moment, à travers leur présence dans les rues, elles voulaient envoyer un message au monde pour dire que la défense de leurs droits est, elle aussi, intrinsèque à ce processus. *« Il n'y a pas de démocratie possible sans que les femmes aient une représentativité politique proportionnelle à leur nombre »* s'exclame Mona Prince. *« Nous sommes la moitié de la population. »* Sur les lieux des consultations, leur représentativité ne pou-

vait pas être remise en question. Devant toute la planète, elles étaient là, jeunes ou âgées, mères, épouses, venant des villes ou des zones rurales. Elles appartenait à tous les milieux, des couches les plus pauvres, et aussi souvent illettrées, aux classes moyennes et donc aussi éduquées. Affichant une apparence plus moderne, sans voile et en jeans, comme en Tunisie ou en Égypte ou bien couvertes de la tête aux pieds comme dans des sociétés plus conservatrices telles que le Bahreïn ou le Yémen, elles étaient là, en train d'expliquer leurs points de vues et positions aux caméras et aux médias du monde entier, racontant aussi le drame des vies menées sous le despotisme et l'injustice imposée par les régimes de leurs pays respectifs.

Par ailleurs, en montrant leur engagement et leur disposition à participer au processus de changement, elles ont montré qu'on pourrait voir émerger parmi elles des leaders ou des chefs de files. L'exemple peut-être le plus célèbre est celui de Tawakkul Karman, une remarquable activiste des droits de l'homme de 32 ans, ancienne dirigeante des mouvements estudiantins au Yémen, ayant donc derrière elle un parcours courageux de confrontations avec la corruption et la tyrannie dans son pays. Tawakkul a été récompensée par le prix Nobel de la Paix en 2011 conjointement avec deux personnalités féminines africaines, ce qui prouve que le monde a reconnu le rôle de la femme dans le printemps arabe.

Le dilemme : démocratie ≠ droits des femmes

Mais l'ironie du sort a été que les changements produits par le printemps arabe, en rendant les gouvernements dans des pays comme la Tunisie, la Libye ou l'Égypte plus démocratiques, ou tout au moins, plus représentatifs des courants existants dans leurs sociétés, n'ont en rien contribué à une amélioration de la situation des femmes. Comme on le sait bien, ces sociétés étaient depuis plusieurs décennies dominées par des courants islamiques de plus en plus forts et répandus, financés par l'argent du Golfe ou par des institutions ayant un fort penchant pour le courant wahhabite. Or, on connaît bien les positions que ces groupes ont vis-à-vis des droits des femmes ou vis-à-vis du rôle que celles-ci doivent avoir dans la société. Donc, malgré la présence des femmes arabes dans les rues et tous les efforts qu'elles ont

déployés en vue de parvenir à des changements positifs pour leurs pays et pour leur situation, celles-ci n'ont retrouvé, au lendemain des révolutions, qu'une situation de plus en plus adverse à leur égard.

Mais l'ironie du sort a été que les changements produits par le printemps arabe n'ont en rien contribué à une amélioration de la situation des femmes

En fait, le dilemme fondamental qui est remonté à la surface avec les transformations provoquées par le printemps arabe est lié aux résultats de la mise en place d'un ordre plus démocratique. Celui-ci est très bien résumé par la question posée par Shadi Hamid, directeur de recherche au Centre Brookings Doha, lorsqu'il écrit : « Et si, dans leur majorité, les Arabes ne voulaient pas être des libéraux ? » On constate, en effet, que c'est exactement cela qui s'est produit lors des premières élections parlementaires tenues en Égypte ou en Tunisie. On a vu dans ces pays les courants islamistes s'emparer des majorités importantes de leurs parlements. En Égypte, par exemple, les Salafistes et les Frères musulmans ont occupé ensemble 70 % des sièges. Et dans le cas égyptien les femmes, elles, n'ont obtenu que 2 % des sièges. Or, comme le remarque bien Hamid, ce sont ces mêmes femmes qui ont contribué en grande partie à cette situation en votant pour les islamistes, étant donné qu'elles représentent la moitié de l'électorat. Il montre également que dans le cas tunisien, où l'on a mis en place un système de quotas obligeant les partis à alterner des noms des candidats hommes et femmes dans les listes électorales, les femmes ont obtenu un plus grand pourcentage de sièges au Parlement. Mais malgré cela, la grande majorité des candidates élues appartenait au parti islamiste Ennahda. Il ajoute que si l'on avait utilisé le même système de quotas en Égypte, 90 % des femmes élues au Parlement seraient dans leur majorité des représentantes du parti ultraconservateur Al Nour. On peut donc en conclure que, que l'on le veuille ou non, les sociétés refusent elles-mêmes les valeurs des partis libéraux, défenseurs des droits des femmes, qui sont loin d'être celles de la majorité de la population.

Yasmin Galal, qui a travaillé pendant des années dans une ONG chargée de soutenir les femmes égyptiennes des zones rurales, explique ce phénomène en disant : « *Lorsqu'on parle aux femmes vulnérables et qu'on leur dit qu'elles sont opprimées ou qu'elles doivent revendiquer leurs droits, elles nous regardent comme si nous venions d'une autre planète. Il est absolument impossible de parler avec elles si on utilise ce langage. Pour la plupart d'entre elles il est bien préférable, par exemple, de rester dans un mariage où elles sont battues quotidiennement par leur maris que de divorcer* ». La réalité est que le conservatisme et les valeurs patriarcales sont ancrées aussi bien chez les femmes que chez les hommes. Par exemple, Azza El Garf, l'une des huit députées élues au Parlement égyptien, représentant le Parti de la Liberté et de la Justice des Frères musulmans, a fait de nombreuses déclarations contre la concession de plus grandes libertés aux femmes. Elle s'est clairement prononcée contre le Khulea, loi de 2000 permettant à une femme de sortir d'un mariage à la condition de renoncer à tous ses droits, en la qualifiant de loi qui encourage le divorce et opère donc contre l'unité des familles. El Garf a également fait des commentaires extrêmement controversés sur la loi qui interdit la mutilation génitale des filles, en affirmant que cette loi n'est pas nécessaire.

Le fléau du patriarcat

En fait, au-delà des idéologies des groupes prônant l'islam politique, l'idée même que l'on aurait désormais un plus grand espace dévolu à l'expression des opinions et à la réalisation des tendances politiques a fait remonter à la surface l'esprit patriarcal, fortement ancré dans ces sociétés depuis la nuit des temps. La réalité est que l'oppression des femmes dans le monde arabo-musulman a des racines très profondes, qui se situent dans de nombreuses instances telles que le patriarcat, la religion, l'impérialisme, les relations entre les races, les différentes classes sociales, etc. Il est impossible de regarder la situation des femmes dans les pays arabes et musulmans sans remarquer que les structures militaristes sur lesquelles sont bâties ces sociétés renforcent le patriarcat. Et celui-ci, évidemment, reproduit, propage, voire institutionnalise la subordination des femmes.

Comme on le sait bien, le phénomène de la démocratie et l'exercice des libertés fondamentales, telles

que la liberté d'expression, sont des pratiques qui n'ont pas encore été totalement assimilées par le monde arabe. La région n'a connu que le despotisme et la tyrannie depuis des siècles. Il est évident que le fait que ces peuples vivent constamment soumis à l'autoritarisme se reflète également dans les relations entre les hommes et les femmes, créant une hiérarchie de subordination à l'intérieur même des familles, où les femmes et les enfants doivent se soumettre naturellement au patriarcat. À cela s'ajoute une claire discrimination entre garçons et filles depuis le plus jeune âge. Traditionnellement on sait qu'il s'agit d'un monde dans lequel la femme n'est pas encouragée à avoir un rôle de protagoniste. Très tôt, on apprend aux filles à avoir une attitude de déférence et de soumission à l'égard des hommes de la famille. On les encourage même, parfois, à ne pas trop montrer leur intelligence pendant les discussions avec leurs interlocuteurs du sexe masculin et surtout à ne pas avoir d'attitude critique vis-à-vis d'eux. « *Dès le plus jeune âge on nous apprend que nous avons des rôles très différents dans la société. Celui de la femme est de devenir épouse et mère, alors que celui de l'homme est de se former pour pouvoir travailler et, un jour, subvenir aux besoins de sa famille* » affirme Yasmin avant de poursuivre. « *Et nos sociétés reproduisent la dynamique que nous vivons au sein de nos familles. Autrement dit, elles sont extrêmement patriarcales et paternalistes.* » Pour Yasmin, ce paternalisme s'est produit même lors des manifestations politiques du printemps arabe, où l'on a vu que les hommes et femmes révolutionnaires sont restés solidaires lors des confrontations, notamment lors des plus violentes, avec la police des dictateurs. « *En fait, malgré l'esprit de solidarité entre hommes et femmes qui régnait sur la place Tahrir, à aucun moment on a ressenti que les femmes et les hommes étaient considérés comme des égaux.* » affirme Yasmin Galal en expliquant qu'« *il est vrai que sur la place Tahrir les filles et les femmes se sentaient en sécurité et n'ont pas connu de harcèlements, ni n'en ont été victimes. Mais cela n'était pas dû au fait que l'on nous considérait comme des égales. Cela était au contraire dû au fait que les manifestants du sexe masculin pensaient qu'il fallait protéger les femmes contre les attaques des forces de l'ordre. C'était aussi une manière d'exprimer leur paternalisme* ».

Mais au-delà de ce « paternalisme amical » auquel se réfère Yasmin, le patriarcat régnant dans le monde arabe se retourne constamment contre les femmes,

en essayant de les punir des manières les plus ignobles et sévères, aux moments où elles osent défier ou remettre en question les règles et les hiérarchies en revendiquant un changement dans le statu quo. Lors des soulèvements arabes, on a eu de nombreux exemples honteux de cela. En Égypte, par exemple, le 8 mars 2011, lorsque les militantes des groupes féministes sont descendues sur la place Tahrir avec leurs panneaux et banderoles, elles se sont vues encerclées, insultées et attaquées par des foules d'hommes qui semblaient refuser l'idée de les voir manifester ou revendiquer leurs droits. Ce jour-là sur la place Tahrir, se retrouvaient au moins une dizaine de petites manifestations représentant différents groupes ou catégories de la société, comme des ouvriers ou des syndicats. Mais c'est seulement aux manifestations des femmes que l'on s'est attaqué, en les harcelant physiquement ou en criant autour d'elles des slogans tels que : « *Retournez dans vos cuisines, c'est là qu'est votre place !* ».

La fin du silence

Pire que cela, le 9 mars 2011, cette même place Tahrir a été le théâtre de nouvelles violences perpétrées contre les femmes, cette fois avec les odieux tests de virginité. Ce jour-là, un groupe de 18 femmes militantes avait été placé en détention aux mains de l'armée égyptienne et conduit, par la suite, au Musée du Caire. Elles étaient restées sur place, au lendemain du 8 mars, pour continuer à réclamer l'égalité des sexes. Parmi les activistes arrêtées, la première à avoir le courage de se prononcer en racontant son supplice, fut Salwa El Hosseini, une coiffeuse de 20 ans « *Nous avons été menottées, frappées avec des bâtons et des tuyaux, soumises à des décharges électriques sur la poitrine et les jambes, et traitées de prostituées* » raconte-elle. Plus tard, elle a été obligée de se déshabiller entièrement devant les officiers présents sur les lieux et de se soumettre à un « test de virginité » effectué par un homme (on a appris plus tard que c'était un officier) en uniforme.

Parmi ces jeunes femmes se trouvait également Samira Ibrahim, une jeune femme de 25 ans ayant été victime des mêmes humiliations que Salwa et les autres. La différence est qu'elle a eu le courage de porter plainte contre ses bourreaux, avec le soutien de son père, un ancien opposant du régime Moubarak, membre de la Gamaa Al-Islamiya, un mouve-

ment islamiste radical. N'ayant reçu au départ aucun appui des partis politiques ni des médias, elle fait état d'intimidations et de coups de fil anonymes la menaçant de mort. Plusieurs personnalités publiques, y compris celles qui soutenaient la révolution, ont au départ demandé à Samira de retirer sa plainte. Ce qu'elle n'a pas voulu faire, bien déterminée à ne pas céder aux menaces.

Mais Samira, soutenue au départ par à peine une poignée d'activistes, a réussi, petit à petit, à mobiliser l'opinion publique mondiale en sa faveur. Le résultat étant que, malgré les multiples dénégations de l'armée égyptienne, qui n'a pas officiellement reconnu les pratiques des tests de virginité, elle a réussi à obtenir de la Haute cour administrative, le 27 décembre 2011, l'interdiction de ce genre d'examen. Une première victoire en justice pour Samira, malheureusement suivie d'une défaite. Car l'officier qui l'avait agressée a été innocenté par le tribunal militaire vers lequel son dossier a été transféré, et devant lequel il a été jugé.

Samira n'a pas su obtenir de compensation légale ou financière en Égypte, mais malgré cela, elle reste déterminée à présenter son cas devant une cour internationale. De plus, sur le plan moral et public, elle est très certainement victorieuse. Ainsi, le 17 avril 2012, le *Times Magazine*, a inclus son nom dans la liste des 100 personnes les plus influentes de l'année. « *Samira a montré que l'on peut surmonter sa peur, et sa voix a été entendue bien au-delà des frontières égyptiennes. Il suffit qu'une seule femme se décide à briser le silence pour que des milliers d'autres aient le courage de faire de même.* » a écrit sur elle Charlize Theron.

Ailleurs, en Lybie, Iman Al-Obeidi, une femme ayant été victime de violences sexuelles de la part du pouvoir dictatorial en place du colonel Kadhafi, a elle aussi eu le courage de briser le silence en mettant en danger sa vie pour pouvoir parler au monde des supplices et des abus qu'elle aurait endurés. Cette femme de 32 ans originaire de la ville de Tobrouk avait été arrêtée à un barrage routier à cause de son accent, qui montrait qu'elle était issue de la région d'où venaient les rebelles. Elle aurait alors été gardée pendant deux jours, violée par une quinzaine d'hommes qui l'auraient également battue, et auraient uriné et déféqué sur elle.

Vive et extrêmement déterminée, Iman a fait preuve de beaucoup de courage et d'intelligence lorsqu'elle a réussi à traverser des barrages de sécurité et à pénétrer, à Tripoli, dans l'hôtel où étaient réunis les

journalistes internationaux. Les caméras de l'ensemble des médias présents sur les lieux ont pu ainsi enregistrer le récit qu'elle a fait de ce qu'elle a dû endurer. Les caméras ont aussi capturé des scènes troublantes montrant comment le personnel travaillant à l'hôtel (visiblement pour le service de sécurité libyen) l'ont immobilisée et ont couvert sa tête avec un capuchon noir afin d'éviter qu'elle puisse continuer à parler. Ces scènes en disent long sur les barrières et les obstacles qui se dressent devant celles qui ont décidé de briser les tabous et de défendre leur honneur en public. Mais malgré la taille des défis auxquels les jeunes activistes égyptiennes ou Iman Al-Obeidi ont fait face, leurs cris et leurs appels ont été entendus et ont retenti dans toute la planète. Cela a montré aux pouvoirs en place dans leurs pays respectifs que, désormais, les atrocités commises avec leur consentement contre les femmes seraient dénoncées.

Perspectives

À la lumière du scénario complexe issu des changements survenus dans le monde arabe, la question fondamentale qui se pose est la suivante : comment ces changements continueront-ils à affecter la situation des femmes ? Si patriarcat et subordination des femmes sont le résultat des hiérarchies qui découlent de l'autoritarisme imposé aux populations de la région depuis des siècles, on peut espérer qu'avec l'avènement d'un ordre où règne le respect des libertés fondamentales, la dynamique des relations entre hommes et femmes devrait peu à peu changer. Contrairement à l'autoritarisme, la démocratie ouvre des espaces pour les remises en question et pour la lutte contre les injustices. Nul doute que les obstacles à de tels changements sont encore très nombreux. Les mentalités et les mœurs archaïques ou le conservatisme sont encore extrêmement puissants

et peuvent à tout moment interrompre le processus de changement et imposer à nouveau la logique des anciennes hiérarchies.

Aujourd'hui, c'est à elles que revient de choisir entre accepter l'état actuel des choses ou bien continuer à se battre pour le respect de leurs droits et de leur dignité

Quoi qu'il en soit, la marche vers un nouvel ordre ne dépendra que des femmes elles-mêmes. Aujourd'hui, c'est à elles que revient de choisir entre accepter l'état actuel des choses ou bien continuer à se battre pour le respect de leurs droits et de leur dignité. On voit clairement ici que des femmes telles que Salwa, Samira ou Iman ont fait le choix de parler des humiliations qu'elles ont subi, (alors que tant d'autres dans la même situation sont restées silencieuses) insistant pour que le sujet soit ouvertement débattu et condamné par la société. Elles se battent contre le silence, le déni et le refus de parler d'un malaise réel de la société en vue de faire reconnaître publiquement son existence, seule façon de changer la situation. Ce qu'il nous faut donc, à l'heure qu'il est, ce sont d'autres agents de transformation semblables à ces trois jeunes femmes. Un célèbre jeune éditorialiste égyptien, Bilal Fadl, décrivant récemment sa réaction face au phénomène des harcèlements et des violences contre les femmes, qui semblent avoir augmenté au lendemain du printemps arabe, a appelé les femmes à élever leurs voix et à parler pour défendre leur dignité et leur place dans la société. Car comme il l'a très bien dit. « *Si vous ne faites pas cela vous-même, personne ne le fera pour vous* »